

Le Courrier du Mémorial



Bulletin de liaison des Amis du Mémorial de l'Alsace-Moselle

N° 25 / Mars 2015

SOMMAIRE

- 1 | Éditorial
- 2-5 | Les rendez-vous de l'AMAM : Louis François
- 6-7 | Le rallye 2014
- 8-9 | La page du Mémorial
- 10-15 | Dossier :
 - Caricatures
 - Paul Blasy caricaturiste
 - Une brève de Charlie Hebdo
- 16-18 | L'engagement d'une famille savernoise
- 19 | Des Malgré-nous à la commémoration du débarquement en Normandie
- 20 | À propos de l'exposition sur la collaboration aux Archives Nationales
- I – IV | Fiche pédagogique : Réflexions sur le terrorisme
- I – IV | Pages centrales : les communes adhérentes à l'AMAM

RALLYE 2015
LE 6 SEPTEMBRE

LE TERRORISTE ET LE PÉDAGOGUE

J'ai eu la chance de naître dans une famille « moyen bourgeoise » qui, sans s'en glorifier, honorait plus le savoir, la culture, la justice, la droiture et le respect dû à chacun que le capital et la réussite, chez qui l'ambition n'était que la certitude de pouvoir accomplir pleinement de nouvelles responsabilités, d'acquitter de nouvelles dettes envers autrui. » (Edmond Fischer, *Itinéraire d'un moyen bourgeois*, 2013).

Quand, en 1943, Edmond Fischer fait le choix de la Résistance, cela implique pour lui une « désobéissance à un ordre établi » contesté, une rupture, une condamnation, une recherche de valeurs, une éthique, un espoir et, bien sûr, un choix et un engagement ». Ce n'était certes pas sa nature, mais en prenant le maquis il devint un terroriste ; mais comment faire autrement quand un pays est complice et associé à la guerre totale du criminel dictateur nazi ? Le chemin le mènera des Éclaireurs unionistes de Mulhouse à la B.A.L. (Brigade Alsace Lorraine) en passant par le « Groupe Mobile Alsace sud », le maquis alsacien-lorrain de Dordogne, les combats pour la libération de l'Alsace...

Un des moments les plus heureux de ma présidence de l'AMAM fut incontestablement celui où j'ai pu remettre les insignes de chevalier de l'Ordre National des Palmes Académiques à Edmond Fischer. Les Palmes pour un ancien terroriste ? J'ai rencontré pour la première fois notre ami dans une classe de seconde d'un lycée strasbourgeois. Avec son compère Bernard Metz, il préparait les élèves au concours national de la Résistance et de la Déportation. Je fus subjugué par ses qualités pédagogiques ; proche de son public malgré son grand âge, il n'éludait aucune question, trouvait des mots adaptés à l'âge de son auditoire, des arguments compréhensibles par des élèves de nos banlieues, des comparaisons avec des situations analogues ailleurs aujourd'hui... et toujours un incomparable sens de l'humour tout en finesse et toujours à bon escient.

Pour associer notre jeune public à l'hommage que nous rendons à notre ami qui vient de nous quitter, nous consacrons les fiches pédagogiques de ce numéro à l'explication d'un texte de sa main sur le terrorisme ; un exercice de réflexion à un moment où l'opinion réclame haut et fort une réhabilitation de l'éducation civique et une formation à nos valeurs républicaines.

Terroriste pour défendre au péril de sa vie les valeurs fondamentales de la République, pédagogue pour maintenir le souvenir de ce combat, Edmond Fischer laisse le souvenir d'un humaniste, un homme qui fixe comme objectif l'épanouissement de la personne humaine en mettant en valeur la dignité de l'esprit humain. Il le fit avec énergie, avec conviction, avec talent aussi. Si, comme le dit Cicéron, « la vie des morts consiste à survivre dans l'esprit des vivants », l'ami Edmond Fischer survivra longtemps. ■

Marcel Spisser
19 février 2015

Les rendez-vous de l'AMAM

LOUIS FRANÇOIS

Résistant et « père » de l'éducation civique

Café d'histoire exceptionnel ce jeudi 11 décembre 2014 : Henri-Pierre Debord, membre du Comité directeur de l'Association des Anciens Éclaireurs et Éclaireuses de France est venu spécialement d'Orléans pour nous entretenir du thème « scoutisme laïque et Résistance ». Orateur remarquable, conteur hors pair, l'animateur a su captiver son auditoire (certains participants étaient venus depuis Metz) en exposant l'action courageuse mais souvent méconnue des scouts dans la Résistance. Au cours de la discussion est souvent évoqué le rôle de Louis François, un personnage d'exception que certains professeurs présents dans la salle ont particulièrement apprécié

quand, devenu inspecteur général de l'Éducation Nationale au lendemain de la guerre, il leur a rendu visite, les exhortant à ne pas oublier la formation civique des enfants qui leur étaient confiés. Son combat pour la liberté dans la nuit des années de la Résistance s'est poursuivi tout au long de sa brillante carrière dans le corps de l'inspection générale d'histoire-géographie-éducation civique.

Louis François s'est éteint le 13 janvier 2014 à 98 ans. Nous publions ci-après un extrait de l'hommage que lui a rendu son collègue André Zweyacker. Retour sur un personnage d'exception.

À l'école du scoutisme



L'inspecteur général

Quelle longue et belle vie, si remplie, si dense d'événements, si riche d'activités que celle de Louis François. Une vie d'engagements au service de l'Homme, de ses droits et de ses responsabilités, au service du bien public, de la chose publique, la *respublica* chère à Montesquieu à laquelle Louis François ne cessait de se référer ainsi qu'à la devise républicaine : « Liberté, Égalité, Fraternité » qui suffisait pour lui à définir

la démocratie. C'est cette conviction ferme qui l'amena à s'opposer, à refuser, à résister dans les pires moments quand il le fallait.

Né le jour de la Saint-Louis (il en était fier) en 1904, petit-fils de pasteur, élevé dans la rigueur et l'exigence civique d'un père portant un vif intérêt aux questions sociales dans une famille très introduite dans la bourgeoisie lyonnaise des soyeux.

Son engagement débute très tôt aux Éclaireurs où il adhère dès l'âge de 13 ans en compagnie de son frère Pierre. C'est une adhésion jamais démentie au scoutisme (il devint président national des Éclaireurs de France de 1960 à 1970) pour sa rigueur morale, la conception du devoir, le respect de la parole donnée, la capacité d'initiative et le sens des responsabilités, le goût de l'effort et de l'aventure maîtrisée, la solidarité vécue. C'est au scoutisme qu'il emprunta l'essentiel de la pédagogie active qu'il ne cessa de pratiquer et de promouvoir.

Très jeune et brillant agrégé d'histoire-géographie au lycée Thiers à Marseille en 1927, il anime avec son ami le philosophe Gustave Monod une association « École de Paix » et n'hésite pas à entraîner ses élèves et sa troupe de grimpeurs de rochers sur les parois raides des Dolomites. Nommé profes-

seur au lycée Carnot à Paris puis au lycée Henri IV (1935), loué par ses inspecteurs comme un brillant professeur, il est un heureux mari et père de famille au 200 de la rue Saint-Jacques. La guerre venue, il a en mai 1940 ce privilège redoutable étant affecté à la 4^e division cuirassée de devenir officier d'état-major du général de Gaulle aux côtés duquel il participe aux combats de Montcornet et d'Abbeville et d'être ainsi, si l'on peut dire, « gaulliste de l'avant-première heure ».

Esprit civique et Résistance

La défaite le ramène au lycée Henri IV où il fait apprendre par cœur à ses élèves l'article 2 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, où figure au nombre des droits imprescriptibles et inaliénables « la résistance à l'oppression ». Il reçoit clandestinement une lettre manuscrite du général de Gaulle l'invitant à cette lutte. C'est l'engagement très tôt dans la Résistance contre l'oppression nazie dans le réseau Confrérie Notre-Dame du colonel Rémy. Années sombres, dénoncé, il est arrêté le 25 septembre 1942, emprisonné à Fresnes puis au fort de Romainville, déporté dans plusieurs camps de concentration : Sarrebrück, Wattenstadt, Sachsenhausen, Oranienburg, Neuengamme. Il connaît l'enfer des camps. Rescapé des camps de la mort, rescapé du seul navire sur les quatre chargés de déportés de Neuengamme qui échappa à l'attaque aérienne en rade de Lübeck. Il rentre en France le 24 mai 1945, où l'attendent anxieusement sa femme, ses deux fils et sa fille qui n'avait que cinq mois lors de son arrestation. Il est dans un état de très grande maigreur et de grande fatigue ; ce qui ne l'empêche pas de prononcer, dès le 11 juillet, le discours de distribution des prix du concours général sur le thème du « retour à la liberté ». Il est alors nommé inspecteur général de l'Instruction publique. Durant 28 ans (durée quasi unique dans cette fonction) la tâche d'éducation devient pour lui primordiale. Tout le décrit comme une personnalité forte et entraînant au tempérament vif et fougueux conjuguant un patriotisme ardent et un internationalisme que la création de la Communauté internationale n'allait cesser de vivifier. Il participe aux côtés de son ami Gustave Monod, directeur de l'enseignement du second degré, à la création

des classes nouvelles dans lesquelles étaient pratiquées les méthodes actives en y joignant les techniques de l'éducation populaire.

Son engagement civique et républicain le conduit à introduire l'instruction civique au collège et au lycée ; ce civisme qui pour lui avait beaucoup manqué dans les années 30 et qu'il considérait comme une mission essentielle de l'école : la formation d'un citoyen informé et actif « en créant le désir et la capacité de participer de façon responsable à la vie de la communauté politique, économique et sociale, de la cité au monde ». Il n'a cessé en tant qu'inspecteur puis de doyen d'y porter avec rigueur le plus attentif intérêt sachant s'opposer quand il le fallait. Son nom restera à jamais attaché à l'instauration de l'instruction civique dans l'enseignement du second degré. Passionné et habité par l'histoire et la géographie, il mena le combat pour qu'elles fussent enseignées de façon vivante, impliquant étroitement l'activité des élèves.

Formation de la jeunesse et citoyenneté

L'éducation de la jeunesse, l'éducation à la paix par la compréhension internationale dans un monde à reconstruire, ces idéaux qui sont les siens trouvent dans la création de l'UNESCO la possibilité de s'exprimer. Il devient secrétaire général de la Commission de la République française pour l'UNESCO dès sa création en 1946 et il suit de près les débuts de l'organisation internationale. Ce fut pour Louis François la conjonction heureuse et dynamique de deux fonctions également éducatives : celle de l'inspecteur général ferme dans l'autorité de sa fonction, celle bénévole de secrétaire général de la Commission, se renforçant l'une l'autre. « L'OUNESCO », ainsi qu'il l'appelait, devint sa deuxième maison. Il participe aux grandes conférences internationales et aux divers travaux de l'organisation tout particulièrement en ce qui concerne l'éducation et la culture. Afin de sensibiliser les jeunes aux grands problèmes du monde et de développer un idéal de coopération internationale, il crée en France dans les lycées les premiers clubs UNESCO (clubs d'études et de relations internationales) comme autant de fenêtres ouvertes sur le monde, comme autant de foyers de civisme national et international, comme autant de relais de l'instruction civique à l'intérieur des établissements scolaires. Il fonde pour les regrouper la Fédération française des clubs UNESCO en 1956, qu'il va présider durant 23 ans.

C'est dans le même esprit et la même perspective qu'il participe au développement des bourses Zellidja créées par Jean Walter et à la fondation nationale en 1957, les insérant dans le réseau des lycées. Chaque année, 300 jeunes des classes de première et de terminale vont effectuer individuellement des voyages d'étude et de découverte en France et dans le monde à partir d'un projet retenu en y faisant preuve de qualités d'esprit et de caractère.

Son engagement éducatif, moral et civique est aussi pleinement social. C'est ainsi qu'au titre de secrétaire général de la Commission française pour l'UNESCO, il va s'intéresser aux communautés d'enfants et va faire créer pour renforcer les liens entre les diverses fondations et associations, l'Association Nationale des Communautés d'Enfants (l'ANCE). Il la présida de 1950 à 1978 avant d'en devenir président d'honneur. Il y prit une part très active.

À toutes ces activités menées conjointement avec la fonction d'inspecteur général puis de doyen, on trouverait aisément le lien fondamental, celui de l'éducation, de l'éducation de la jeunesse qu'elle soit initiale ou continue dans le mouvement associatif, d'une éducation ouverte sur le monde, conjuguant savoirs, méthodes actives, irriguée par des valeurs, celles de l'universalité et de l'indivisibilité des Droits de l'Homme.

La nécessité de mémoire et d'histoire qui l'habitait, en historien et aussi après ce qu'il avait vécu durant la guerre, lui fit créer le Concours national de la Résistance et de la Déportation qu'il présida de 1963 à 1993 en liaison avec les associations de résistants et de déportés ; un concours auquel participent de très nombreux collèges et lycées, toujours très vivant aujourd'hui, qui perpétue ce devoir de mémoire indispensable dans les jeunes générations.

La fidélité à ses convictions



Louis François. Son verbe aux intonations fortes et au rythme "gaullien", sa jeunesse d'esprit subjuguait l'auditoire.

C'est l'image même de la fidélité aux engagements et aux convictions démocratiques : fidélité et présence qu'il témoigna aux Éclaireurs de France ; « *je dois au scoutisme auquel je suis resté attaché tout au long de ma vie, les principales joies de ma jeunesse, mes succès de carrière, mon engagement, mes bonheurs d'adulte* », disait-il ; fidélité aux compagnons de Résistance en présidant l'Amicale du réseau Confrérie Notre-Dame ; fidélité qu'il prodigua à l'ANCE

et aussi aux clubs UNESCO où il ne manquait pas d'assister et de participer en président fondateur à toutes les assemblées générales et à s'y exprimer avec cette fermeté du caractère et ce talent d'expression que chacun connaît. Qui n'a pas en tête sa démarche altière, sa haute silhouette, son profil aquilin que les ans ont sculpté en bronze romain, ses grands bras déployés embrassant l'assistance, son verbe aux intonations fortes et au rythme « gaullien ».

À l'explication d'une vie si active et si accomplie, fruit d'une flamboyante vigueur physique, intellectuelle, culturelle et morale, peut-on retenir quelques raisons ?

- La première résiderait sans doute dans le fait d'aimer enseigner en professeur qu'il était naturellement resté. « *C'est le métier de professeur qu'à tous j'ai préféré* » disait-il. Il ne distinguait pas les fonctions d'inspecteur et de professeur. La diversité de ses missions à travers le monde, des conférences qu'il présentait entretenaient l'alacrité de son esprit.
- La seconde raison tient à la jeunesse d'esprit qui était sienne. Elle l'amenait à communiquer d'emblée, à subjuguer comme personne un jeune auditoire en se situant toujours comme un homme du présent sans aucune trace de nostalgie ou de mélancolie. « *Je suis un incurable optimiste* » disait-il, mais d'un optimisme sans naïveté et sans aveuglement. À peine un jour a-t-il dit « *j'ai longtemps gambadé devant, mais la vieillesse a fini par me rattraper* ». Qui n'a jamais pensé qu'une telle vieillesse, celle de l'esprit, ait pu un jour le rejoindre. ■

SUITE PAGE 4

Les rendez-vous de l'AMAM

LOUIS FRANÇOIS, Pseudo Vidal (suite)

Cet article a paru dans la *Lettre de la Fondation de la Résistance* n° 29 de juin 2002. Il a été rédigé par Yves Chanier et Bruno Lereux d'après :

- Des témoignages de Louis François recueillis par Yves Chanier en 1994
- Un témoignage de Louis François rédigé en 1992
- Le livre de Guillaume Piketty « *Pierre Brossolette* » Ed. O. Jacob 1998

Démobilisé le 15 août 1940, Louis François reprend à l'automne ses cours au lycée Henri IV, à Paris.

Ce républicain convaincu, qui a pris l'habitude de présenter chaque année à ses élèves la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen, se sent chargé d'une responsabilité particulière vis-à-vis d'eux, dans le contexte de l'Occupation et du nouvel État français. « *J'ai mis trois heures, avec mes élèves de première, à leur expliquer la Déclaration (...). J'ai fait apprendre à mes élèves, c'était la première fois, avant je ne le faisais pas, les trois premiers articles de la Déclaration* » :

- « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune ». (*Contre le racisme*)
- « Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'Homme. Ces

droits sont la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression ». (*Fondement de la Résistance*)

- « Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément. » (*Fondement de la République*)

Le premier noyau de gens désireux de « faire quelque chose » qu'il rencontre, courant 1941, est animé par Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir. Enseignants comme lui dans des lycées parisiens, ils cherchent à étendre leur groupe intitulé *Socialisme et Liberté* : « *ils m'ont demandé de constituer une cellule de cinq où chaque membre devait aussi constituer une cellule de cinq. On faisait du renseignement et on discutait des actions futures pendant et après la guerre* ».

Mais le contact décisif, qui va permettre de dépasser le stade des discussions pour entrer dans l'action, a lieu grâce à une correspondance exceptionnelle : pendant la campagne de 40, Louis François a été officier du chiffre à l'état-major de la 4e division cuirassée commandée par un certain Charles de Gaulle. Le professeur antimilitariste avait alors été impressionné par ce chef « *pour le courage, la maîtrise de soi, le génie d'action qu'il manifestait* ». Le fait de voir ce général prendre l'initiative d'une Résistance française à Londres n'avait fait que le renforcer dans cette admiration.

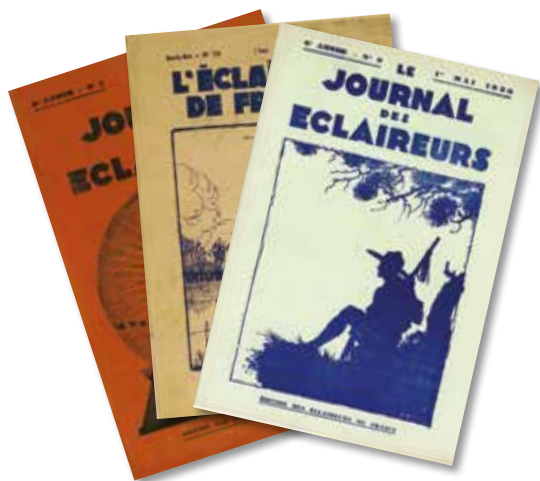
Or, un certain François Faure – fils de l'historien d'art Elie Faure et parent de



François résistant.

ses amis Kergomard – se présente un jour à lui (sans doute à l'automne 1941) : « *[il] est venu me voir pour me demander si je pouvais réaliser un historique de la 4e division cuirassée. Après, il m'a demandé si j'avais un exemplaire pour le remettre au général de Gaulle. Puis 15 jours après, il est revenu me voir pour me dire que le général me remerciait. Et c'est seulement à la troisième fois qu'il m'a parlé du réseau. Car Faure était très prudent, c'était comme ça qu'on abordait les gens afin d'être sûr de leur foi et de leur caractère* ».

Faure est un des « recruteurs » du réseau *Confrérie Notre-Dame* dirigé par Gilbert Renault dit Rémy. Celui-ci charge Louis François d'une mission de renseignement « politique » : il devra chaque mois effectuer une revue de la presse autorisée à Paris et donner une appréciation sur l'accueil fait en France aux émissions françaises de la BBC, afin d'aider les services de la France Libre à orienter leur contre-propagande.





Mai 1993 au mémorial du réseau Confrérie Notre-Dame aux Salles-de-Castillo, (Gironde).

Pour l'assister dans cette tâche s'impose rapidement l'idée de trouver le concours d'un journaliste professionnel. Or, depuis cet automne 1941, Louis François a comme collègue au collège Sévigné le socialiste Pierre Brossolette, brillant journaliste et chroniqueur radio-phonique au temps du Front Populaire. Il le connaît d'avant la guerre, ayant été élu en même temps que lui au conseil directeur de l'association française pour

la SDN en 1933. Il lui fait la proposition sans détour, en le raccompagnant à la sortie d'un cours, un soir de novembre.

Il se trouve que Brossolette est déjà du nombre des premiers rebelles. Mais après démantèlement du *groupe du Musée de l'Homme*, auquel il appartenait, il hésite à s'engager aux côtés des ses amis syndicalistes et socialistes de *Libé-Nord* et du *Comité d'Action Socialiste*, les trouvant trop portés aux « parlottes ». Ce que lui propose François, ce n'est rien de moins que le contact avec « Londres », obsession de tant de pionniers de la Résistance. Il donne immédiatement son accord de principe. Des rencontres ultérieures avec Faure puis Rémy lui-même le confirmeront dans son choix.

Du coup, c'est ensemble que Louis François, pseudo Vidal (en hommage au géographe Vidal-Lablache !) et Brossolette (Pedro) signent leur engagement dans les FFL le 1er décembre 1941, au 123 de la rue de Grenelle où habite le second.

Son engagement vaut à Vidal de recevoir, en février 1942, un message personnel du chef de la France Libre : « *Mon cher ami, on m'a parlé de vous que je n'ai pas oublié. Si vous pensez un peu à moi, sachez que l'entreprise est dure et que l'on n'a pas trop d'hommes de*

bonne volonté. Amitiés et souvenirs – Charles de Gaulle ». Louis François gardera précieusement cette lettre, la cachant sous des cartes de géographie au fond d'un casier en bois, au lycée Henri IV – et la retrouvera à cette même place, à son retour de déportation.

Il est devenu l'adjoint de Brossolette, nommé « chef de la section presse et propagande de la CND » et qui travaille souvent avec lui, rédigeant parfois ses rapports dans l'appartement de Louis François rue Saint-Jacques. Et quand Pedro effectue un voyage à Londres au printemps 1942, c'est lui qui assure l'intérim. Ce remplacement est confirmé en juin, au retour de Brossolette, alors que celui-ci voit ses missions, dans la France Libre, élargies.

À son tour, il devient « recruteur », mettant notamment Rémy en contact avec Lapierre, ex-secrétaire général du syndicat des instituteurs dissous par Vichy. Il est également chargé de solliciter les écrivains de renom pour qu'ils acceptent d'écrire sous pseudonyme dans les revues de la France Libre. C'est au moment où il est engagé dans ces nouvelles activités que les Allemands l'arrêtent, en septembre 1942. Pour Vidal, ce sera désormais l'épreuve de la déportation, à laquelle il survivra pour être rapatrié en mai 1945. ■

Mulhouse : quatre cafés d'histoire pour la saison 2014-2015



Mardi 18 novembre 2014

Frédérique Neau-Dufour : *Entrer au Panthéon : rituel républicain, enjeu politique.*



Mardi 17 février 2014

Abdumalik Faizi, étudiant afghan et Frédéric Meichler, journaliste : *De Kaboul à Mulhouse : itinéraire d'un jeune réfugié.*



Mardi 10 mars 2015

Christian Floderer, ancien inspecteur des INB (Installations Nucléaires de Base) : *Fessenheim.*



Mardi 7 avril 2015

Philippe Buton, agrégé d'histoire, professeur à l'Université de Reims : *La libération triste ou l'envers du décor.* À 18h30 au Grand Comptoir (anciennement Buffet de la Gare).

Le Rallye de l'AMAM 2014

STRASBOURG ET LA GRANDE GUERRE

En cette année de commémoration du début de la première guerre mondiale, le thème du rallye s'est imposé rapidement aux organisateurs : on ne pouvait pas faire l'impasse sur la Grande Guerre et la place de Strasbourg avant et pendant le conflit.



Le Palais U en construction

Deux axes ont été retenus : le premier étant une approche de Strasbourg, capitale du Reichsland, le second sa défense.

La première étape, pédestre, allait donc permettre aux concurrents de

découvrir cette Neustadt et ses trésors architecturaux : constructions de style néo-médiéval ou renaissance, puis Jugendstil (art nouveau).

Tout au long de ce périple, on ne pouvait qu'être sensible à l'allure des immeubles toujours recherchés aujourd'hui et dotés dès l'origine de tout un confort qui a fait l'admiration des troupes françaises en novembre 1918 (Gas in allen Etagen).



C'est qui celui là ?

Pour faire une transition avec l'autre partie du questionnaire, on fit une halte devant l'église Saint-Paul conçue avec ses multiples portes pour être évacuée par les soldats en un temps record.

L'ombre de la guerre à venir était omniprésente.

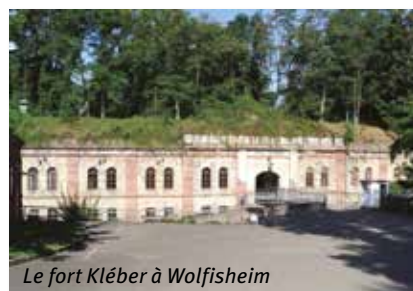
Les questionnaires suivants permettront aux concurrents de découvrir ce que les stratèges de Berlin ont mis en œuvre pour conserver ce joyau intact.



Caponnière du bastion 15 - Strasbourg

Dans un premier temps, ils découvriront la ceinture de fortifications de la ville avec ses bastions protégés par des caponnières et ses portes de guerre (Kriegstor).

La phase suivante les conduira au fort Kléber (fort Bismarck) témoin de la deuxième ceinture de fortifications (14 forts et des ouvrages intermédiaires).

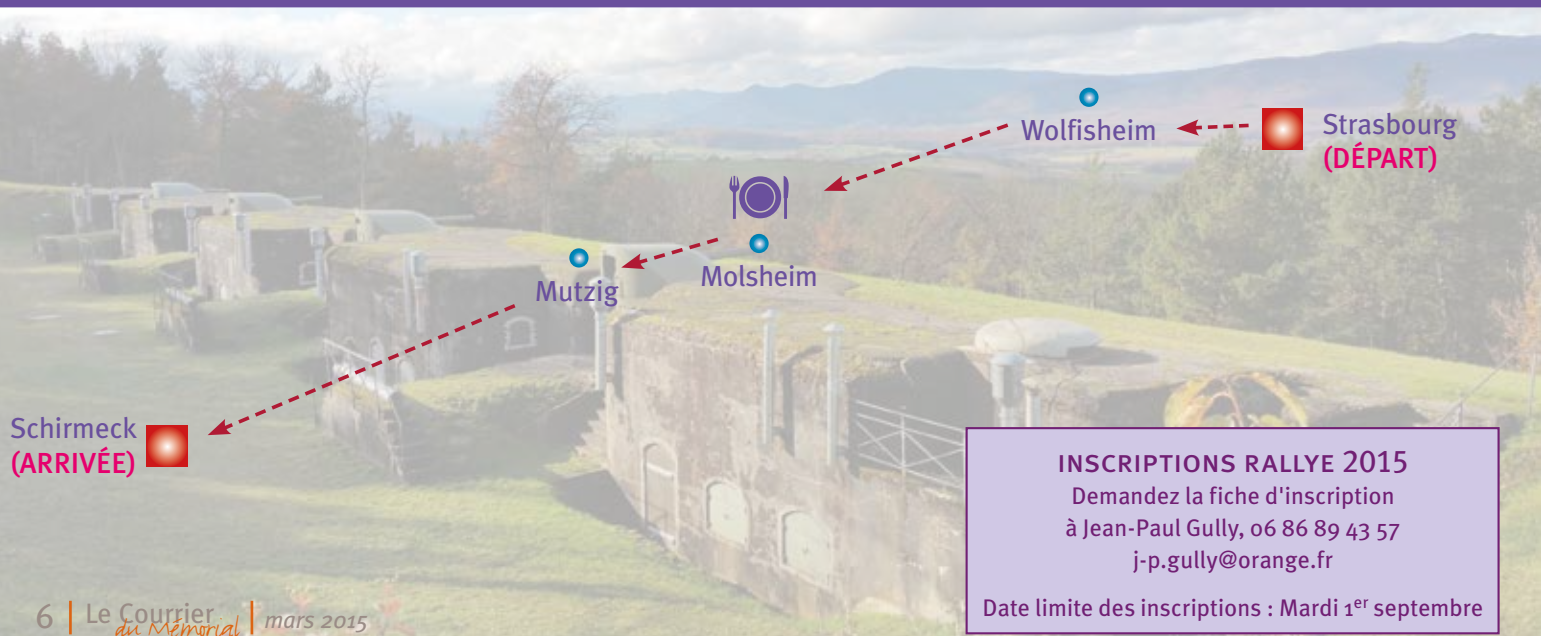


Le fort Kléber à Wolfisheim

Là, ils avaient à répondre à des questions très techniques concernant la poliorcétique (art de défendre

les forteresses). Pour les aider et aussi pour que les passagers ne s'ennuient pas pendant les trajets, les équipes avaient reçu dès le départ un lot d'énigmes à résoudre. Au fort Kléber, notre "Sphinx", en l'occurrence notre spécialiste en fortifications, leur donnait autant de réponses techniques que d'énigmes résolues.

Après la pause repas sur les vertes pelouses du lycée Henri Meck de Molsheim (merci au Proviseur et à son équipe pour leur accueil inoubliable), il restait à découvrir le fort de Mutzig (Feste Kaiser Wilhelm II.) dont une partie a été magnifiquement restaurée par Bernard Bour et son association. Visite simplifiée de l'ouvrage par deux membres de chaque équipe, juste pour donner envie de revenir... Les autres membres de l'équipe s'étaient vus proposer un petit problème d'artilleur : dix cibles étaient désignées sur une carte au 1/50 000^{ème}. Etant donnée la portée des canons et sachant que chaque pièce peut pivoter de 360 degrés, quelles cibles pouvaient être atteintes ?



INSCRIPTIONS RALLYE 2015

Demandez la fiche d'inscription
à Jean-Paul Gully, 06 86 89 43 57
j-p.gully@orange.fr

Date limite des inscriptions : Mardi 1^{er} septembre



Au fort du Mutzig pendant que les autres travaillent ...



Bernard Bour explique ...

Le fort de Mutzig a rempli sa mission. En août 1918, il a arrêté les avant-gardes de l'armée française qui descendaient du Donon et qui comptaient atteindre Strasbourg par la vallée de la Bruche, en tirant 291 obus. Le front s'est déplacé sur les crêtes... On connaît la suite.

Il était temps de rejoindre le Mémorial. Les équipes assoiffées et affamées avaient encore à répondre à une question dont la réponse se trouvait dans le par-

cours muséographique, mais surtout, **il restait le traditionnel et très attendu fil rouge**. Cette année, il fallait chanter et mimer la première strophe et le refrain de la Madelon, en costume d'époque. Les dames étaient accortes, avenantes, souriantes, prévenantes, toutes susceptibles de faire chavirer les cœurs des poilus.

Face à l'ingéniosité des participants, les performances vocales de certains et les fous-rires, les organisateurs honteux et confus (enfin presque...) ont fait comme Jacques Martin à l'Ecole des Fans : tout le monde a eu dix !

Le mois de mai étant truffé de ponts et de viaducs (le pont de l'ascension), nous avons demandé au président d'utiliser ses connaissances en haruspicine (art divinatoire de lire dans les entrailles d'un animal sacrifié, notamment dans le foie). Contrairement au grand Calchas (voir Offenbach *La belle Hélène*), notre président préfère lire l'avenir dans le foie de veau qui est plus intéressant pour les agapes post-divinations.

Par sa voix, Jupiter décrète : le rallye 2015 aura lieu le 6 septembre. ■

Monique Klipfel



Exquise Madelon et beau "poilu"

Le palmarès



1^{ER} PRIX – TROPHÉE JEAN-LOUIS ENGLISH

Trophée Jean-Louis English :
L'équipe de Gilbert Huber, Geneviève Huber, Ewald Klein, Jacques Salsac.

2^{ÈME} PRIX

L'équipe de Claude Derigny, Eric Derigny, Amaury Derigny

3^{ÈME} PRIX

L'équipe de Christophe, Anne, Camille, Marie et Lise Gantzer.



EU-PHORIA : le projet prend vie

A l'aube de son 10e anniversaire, le Mémorial d'Alsace Moselle se prépare à grandir.

Soutenu par la Région Alsace et le Parlement Européen, le projet de réaménagement a été lancé fin 2014, sur la base d'une étude menée par le Cabinet Aubry-Guiguet.

Loin de remettre en cause la particularité du parcours actuel du Mémorial, ses fondements et ses principes historiques, cette réhabilitation s'attache avant tout à offrir au visiteur une ouverture nouvelle au sujet qui y est développé tout en élargissant son champ chronologique.

L'étude de programmation s'achève ainsi : "La conclusion hâtive de fin de parcours du Mémorial n'est plus satisfaisante auprès d'un public en quête d'une expérience de visite autre. La réorientation programmatique s'articule alors sur le passage d'une région et plus globalement de l'Europe du théâtre de la guerre à celui de la paix. Pourtant, force est de constater que cette paix et cette prospérité n'entraînent pas systématiquement l'adhésion des peuples européens à l'Europe institutionnelle. En cause, l'absence de relations directes entre les Européens, une pédagogie auprès du grand public très limitée, une faiblesse de grands moments fédérateurs ou d'expériences communes qui posent de manière aiguë aujourd'hui un réel problème d'acceptation de l'idée même de l'Europe par ses habitants.

L'Europe culturelle doit tenir une place prépondérante aux côtés de l'Europe économique et sociale pour contribuer à la formation d'une

conscience commune dans l'Europe des peuples. La légitimation de l'Europe unie se fera sur la base de la reconnaissance d'une culture commune et donc de l'élaboration de lieux de mémoire".

Le redimensionnement des activités existantes et des services offerts au public est le second volet sur lequel les concepteurs devront mener une réflexion. Actuellement inconfortables ou non fonctionnels, froids d'approche et sous-dimensionnés pour les activités du Mémorial, il est demandé au concepteur de reconfigurer ces unités en y injectant une esthétique et chaleur à la hauteur de la nouvelle vitrine que souhaite être le Mémorial d'Alsace Moselle.

41 groupements d'entreprises comprenant architectes/scénographes/historiens/ingénieurs/spécialistes de l'audiovisuel ont déposé un dossier de candidature pour le projet. Le jury réuni une première fois le 23 septembre 2014 a sélectionné les 3 équipes suivantes :

- **Fabre-Speller** (Paris/Clermont Fd) / La Fabrique Créative/ Ame en Science / Moving Star / BMI / Louis Choulet / Forgue / Studio Dap
- **Fluor Architecture** (Strasbourg) / Maskarade / Mémoires Vives / Mazedia / Ingedec / Euro Sound Project / Hagenmuller
- **Randja** (Montreuil) / Scene / EVP Ingénierie / OTE Ingénierie / Otelio / Forgue / OC Strasbourg / Grandmougin Conseil SAS

Ces groupements ont jusqu'au 9 février pour proposer leur projet et le 10 mars, le jury désignera l'équipe lauréate.



RANDJA
Médiathèque au Bourget



FABRE SPELLER
La Grotte Chauvet



FLUOR ARCHITECTURE
Fondation Van Gogh Arles

Pour une validation historique : un comité scientifique

Etape par étape, le scénario sera discuté, approuvé

Philippe RICHERT - Président du Conseil Régional d'Alsace - Ancien Ministre
Joseph DAUL - Président du European People's Party (PPE)
Alain FERRY - Président du Syndicat Mixte - Député honoraire

Jean WALINE - Trésorier Fondation Entente Franco-allemande - Professeur émérite - Ancien Président de l'Université Robert Schuman
Sylvian SCHIRMANN - Directeur de l'IEP de Strasbourg
Xavier DELCOURT - Professeur des universités chargé de la formation à l'actualité européenne
Peter GOTTSCHALK - ARTE - Chargé de programmes «Histoire»
Valérie LOZAC'H - Maître de Conférence responsable du parcours «Politiques européennes et coopération franco-germanique»
Christophe REVEILLARD - Responsable de recherches sur l'Europe contemporaine CNRS & PARIS Sorbonne
Marti GRAU SEGU - Chargé de Mission Maison de l'Histoire Européenne
Stéphanie BROCHAR - Vice Présidente chargée du programme «l'Europe à l'école» de l'asso «les Jeunes Européens de Strasbourg»
Marcel SPISSER - Président AMAM - Ancien IPR des académies de Caen et de Strasbourg
Richard STOCK - Directeur Général Centre Européen Robert Schuman
Marie Paule JUNGBLUT - Direktorin Historischen Museums Basel
Alphonse TROESTLER - Chargé de Mission Région ALSACE

DERNIÈRE MINUTE

C'est Fluor Architecture, de Strasbourg et Arles, qui a été retenu, hier, par le jury chargé de désigner, parmi trois équipes, celle qui entreprendra la refonte du Mémorial d'Alsace-Moselle. Le projet se base sur un souhait de mieux mettre en lumière l'ouverture européenne d'après-guerre et la construction de l'Europe jusqu'à nos jours. « Faire aimer l'Europe, qu'elle soit plus unie, le tout avec spectacle, rythme et émotion », c'est ce qui avait été demandé, notamment par Alain Ferry, président du syndicat mixte du mémorial, aux équipes concurrentes.

Une salle supplémentaire, souterraine, d'exposition et événementielle, sera construite, avec des puits de lumière. Un forum, avec possibilité de visionner des films à 180° est prévu. « On verra tomber le Mur de Berlin », prévient Alain Ferry.

Les travaux, séquencés (qui pourront permettre des visites à certaines périodes) sont prévus de septembre 2016 à mars 2017. L'enveloppe nécessaire pour le projet est de 4,2 millions d'euros, financés à part égales par la Région et l'Europe.

DNA – 11.03.15



Cet espace sera entièrement restructuré pour le rendre plus fonctionnel, plus accueillant et plus convivial.

EXPOSITION

« DÉBAUCHE CONTRE NATURE »

LA RÉPRESSION DE L'HOMOSEXUALITÉ
EN FRANCE ET DANS LES TERRITOIRES ANNEXES
1940/1945



21/03 - 15/06/2015

MEMORIAL DE L'ALSACE MOSELLE
SCHIRMECK

tél : 03 88 47 45 50

www.memorial-alsace-moselle.com

Inédite en France, l'exposition « Débauche contre nature » – La répression de l'homosexualité en France et dans les territoires annexés 1940-1945, aborde un thème délicat, longtemps objet de passions et de polémiques. Aujourd'hui le dépouillement des archives régionales, nationales et allemandes laisse désormais entrevoir l'ampleur et la nature de la répression pour les Français et les résidents étrangers. Illustrée de parcours individuels et de documents d'époque, elle dresse un état des lieux des connaissances de ce phénomène historique, avec l'Alsace au premier plan.

Cette exposition est réalisée sous le patronage du Conseil de l'Europe.

Dans le cadre de l'exposition

« DÉBAUCHE CONTRE NATURE »

La répression de l'homosexualité en France
et dans les territoires annexés 1940-1945

*Café d'histoire
par Jean-Luc Schwab,
Commissaire de l'exposition*

Au Mémorial le samedi 25 avril 2015 à 15h

Ce café d'histoire sera suivi de la visite de l'exposition et d'un verre de l'amitié.

Jean-Luc Schwab est né en 1972 à Mulhouse. Ancien Secrétaire général de l'association Les "Oublié(e)s de la Mémoire", il est l'auteur avec Rudolf Brazda, ultime survivant déporté pour homosexualité, de sa biographie, *Itinéraire d'un Triangle rose* (Éditions J'ai Lu, février 2013), et mène depuis plusieurs années un travail de recherches sur la répression de l'homosexualité en Alsace, ainsi que sur les déportés pour pratiques homosexuelles recensés dans l'ancien camp de Natzweiler-Struthof. Il intervient sur ces questions en France et en Allemagne à l'invitation d'associations et d'institutions de mémoire.

La caricature – c'est-à-dire la représentation outrée, grotesque et satirique d'un événement ou d'une personne – est vieille comme le monde. Est-il nécessaire de rappeler les nombreuses scènes parodiques de l'art gréco-romain, les graffitis relevés à Pompéi, les grotesques qui ornent les portails de nos cathédrales ? À l'époque de la Réforme, la caricature devint souvent religieuse, puis surtout politique avec la Fronde, l'absolutisme de Louis XIV et les critiques de l'Ancien Régime. Avec les débordements révolutionnaires et la liberté de la presse, elle arrive à un degré de violence extrême et n'est pas exempte de grossièretés. Daumier, au XIX^{ème} siècle, lui fait atteindre une intensité tragique que *La Libre Parole* rendra virulemment antisémite au moment de l'affaire Dreyfus... Aujourd'hui, elle a gagné la presse quotidienne et aussi la télévision, le numérique, et tout le monde admire le talent d'un Chaval, d'un Faizant, d'un Tim, d'un Cabu ou d'un Plantu...

Rien ne peut arrêter la caricature ; sous un régime démocratique elle s'épanouit en toute liberté, sous une dictature elle gagne la clandestinité et devient d'autant plus contestataire. Ainsi, dans l'Alsace annexée, elle fut écrasée sous la botte nazie mais fleurit au-delà des frontières. Nous reproduisons quelques fleurons sur cette double page. Puis sur les deux pages suivantes, nous découvrons comment un jeune Alsacien résistait face à l'adversité par le dessin. Dans un troisième volet enfin, nous nous interrogerons sur la liberté de la caricature et son fonctionnement aujourd'hui en France en analysant une "énormité" parue dans *Charlie Hebdo*. ■

Marcel Spisser.



Beaucoup d'Alsaciens éprouvaient des difficultés à faire le salut nazi. On raconte qu'à Mulhouse, ceux qui entraient dans un bistro criaient parfois « A liter » (un litre) ou « Zwei liter » (deux litres) à la place de « Heil Hitler ». Il fallait une oreille très fine pour saisir la nuance. Dessin de Pascale Mugnier in *Saisons d'Alsace*, n° 114, hiver 1991-1992, p. 152



La une du journal *Le Rire* du 26 mai 1939 ; caricature de Ben, « Le Minotaure allemand » : il a déjà dévoré trois petits pays et il n'arrête pas de dévorer la carte, devant Daladier et Chamberlain, spectateurs impuissants. In Manuel Hachette de 1ère S, p. 159, 2007.



La collaboration vue par le caricaturiste soviétique Krukryniski (1942) De gauche à droite : Pétain, Darlan et Laval. In Manuel Hachette de 1ère S, p. 221, 2007.

***Un grand merci aux communes qui ont adhéré
et qui soutiennent l'AMAM***

Alsace

Haut-Rhin



Illzach



Mulhouse



Ribeauvillé



Riquewihr



Roppentzwiller

Un grand merci aux communes qui ont adhéré



Alsace



Albé Allenwiller Andlau Barembach Bellefosse Bietlenheim Blancherupt Blienschwiller Boersch Boesenbiesen Bootzheim



Dorlisheim Dossenheim-Kochersberg Dossenheim-sur-Zinsel Drulingen Durningien Durstel Eckartswiller Elsenheim Ergersheim Erstein Eschau



Grandfontaine Grassendorf Gries Griesheim-sur-Souffel Haegen Hangenbieten Harskirchen Heiligenstein Herbsheim Hirschland Hochfelden



La Vancelle Laubach Lauterbourg Le Hohwald Lembach Leutenheim Lipsheim Littenheim Mackenheim Marckolsheim Marlenheim



Odratzheim Offendorf Orschwiller Otterswiller Petersbach Pfaffenhoffen Pfalzweyer Pfettisheim Plaine Plobsheim Puberg



Salenthal Schaffhouse-près-Seltz Scharrachbergheim-Irmstett Scherwiller Schiltigheim Schirmeck Schirrheim Schoenau Schwindratzheim Seebach



Truchtersheim Uhlwiller Urmatt Valf Wahlenheim Walbourg-Hinterfeld Waldolwisheim Wildersbach Wimmenau Wintershouse Wisches

et qui soutiennent l'AMAM



Bas-Rhin



Bosselshausen



Bourgheim



Bouxwiller



Châtenois



Cosswiller



Dahlenheim



Dambach-La-Ville



Dehlingen



Diebolsheim



Diedendorf



Donnenheim



Eschbourg-Grauftahl



Ettendorf



Eywiller



Flexbourg



Fouchy



Fouday



Friesenheim



Froeschwiller



Gottenhouse



Gottesheim



Gougenheim



Hurtigheim



Huttendorf



Ichtratzheim



Innenheim



Itterswiller



Kesseldorf



Kilstett



Knoersheim



Kolbsheim



Lalaye



Landersheim



Molsheim



Monswiller



Muhlbach-sur-Bruche



Neubois



Neuhausel



Neuville-la-Roche



Niederbronn-les-Bains



Niederschaeffolsheim



Nordhouse



Oberhausbergen



Obersteinbach



Ranrupt



Reichstett



Retschwiller



Rhinau



Rohr



Rothau



Rott



Russ



Saales



Saessolsheim



Saint-Pierre



Sessenheim



Solbach



Souffelweyersheim



Soufflenheim



Sultz-les-Bains



Sultz-sous-Forêts



Steinbourg



Strasbourg



Stutzheim-Offenheim



Thal-Marmoutier



Traenheim



Wissenbourg



Wittishem



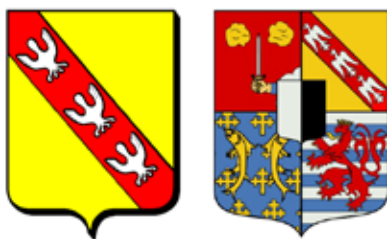
Wiwersheim



Wolfskirchen

Un grand merci aux communes qui ont adhéré et qui soutiennent l'AMAM

Lorraine Moselle



Brouderdorff



Courcelles
Chaussy



Dieuze



Frauenberg



Gosselming



Ham-sous-
Varsberg



Haspelschiedt



Obergailbach



Riche



Sarreguemines



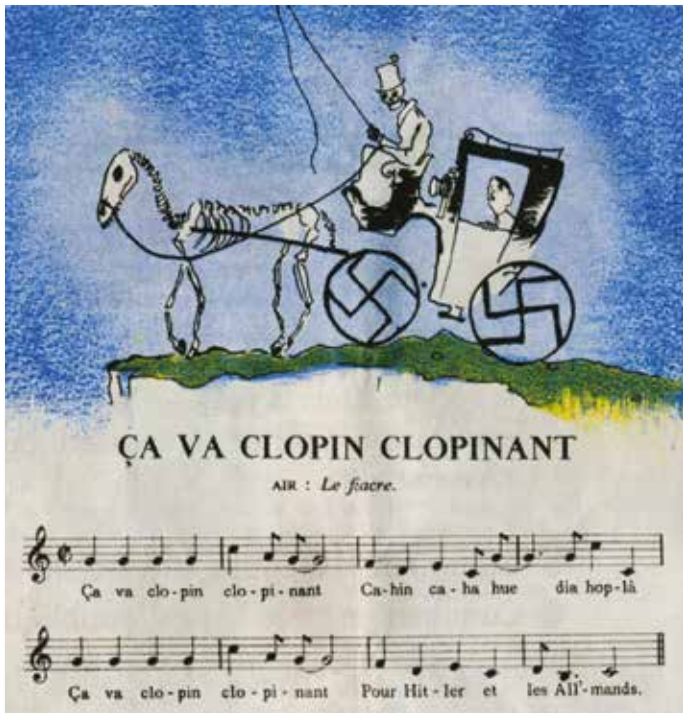
Walschbronn



Woustwiller



Xocourt



Extrait des Chansons de la BBC, brochure éditée à Londres et parachutée en France par la Royal Air Force.

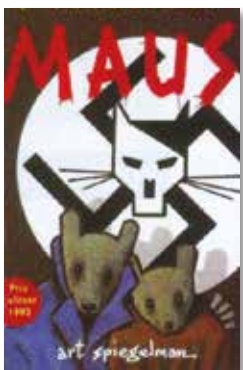
Kollaborer, c'est être roulé.



DONNANT, DONNANT.

Hiles : - Donne-moi ta montre, je te donnerai l'heure.

Donnant, donnant. Hitler à Laval : « donne-moi ta montre, je te donnerai l'heure ».



Maus « Un survivant raconte » par Art Spiegelman, 1987.
Une BD qui raconte la Shoah : les différents protagonistes sont caricaturés en animaux.



Septembre en Allemagne, la fête de la moisson. Caricature de Ralph Soupault, dessinateur français, 1934.



« Du bon usage du marteau et de la faucille : la Pologne crucifiée ».
Caricature française de septembre 1939 avec en légende : « Staline : - Un marteau ? Voilà ! »

Paul Blasy, évadé, résistant,
déporté et caricaturiste.

A lors que la défaite de juin 1940 plonge la France dans les heures les plus sombres de son Histoire, l'Alsace est annexée de fait par les nazis. Toute l'administration doit désormais prêter allégeance à ce nouveau régime. Il en résulte de multiples problèmes de conscience chez les fonctionnaires alsaciens qui ne savent pas vraiment quel comportement adopter...

L'instituteur Paul Blasy se trouve parmi ces derniers. Entré dans l'enseignement en octobre 1936, il effectue son service militaire en juin 1937 au sein du 35^{ème} régiment d'infanterie (RI) à Giromagny (Territoire de Belfort). Mobilisé en qualité de caporal-chef au 42^{ème} régiment d'infanterie de forteresse (RIF) en poste à Marckolsheim, il s'y distingue lors des combats des 19, 20 et 21 juin 1940. Les ouvrages fortifiés du secteur résistent alors à plusieurs assauts allemands. Finalement, fait prisonnier avec les survivants de son unité au lac de Longemer dans les Vosges, il est rapidement libéré du camp de Neuf-Brisach le 14 juillet 1940 en qualité d'Alsacien et retrouve ainsi son poste d'instituteur.

Paul Blasy est alors envoyé en Bade par l'administration nazie pour y subir un *Umschulung*, c'est-à-dire un recyclage afin de s'imprégner de l'idéologie nazie. Toutefois, il refuse de se soumettre à ce régime et s'engage clandestinement dans l'aide à l'évasion. Suspecté par les autorités nazies, il s'évade d'Alsace par la Suisse, en compagnie de son épouse, le 6 juin 1942. Le couple rejoint alors Lyon puis Agen où Paul Blasy est engagé au service des Réfugiés à la Préfecture du Lot-et-Garonne. Son chef n'est autre qu'un ami, Maurice Jacob, ancien chef de division à la Préfecture du Haut-Rhin à Colmar.

Par l'intermédiaire de ce dernier, Paul Blasy s'engage dans un groupe de Résistance composé en grande partie d'Alsaciens évadés et réfugiés dans la région d'Agen comme Joseph Meistermann ou Marc Diener. Le 1^{er} novembre 1942, Paul Blasy devient membre du réseau Marco-Polo des Forces françaises combattantes (FFC) en qualité d'agent P2, sous-lieutenant et chargé de mission de 3^{ème} classe. Sous la direction du colonel Hilaire, George Starr, il est spécialement chargé de la section « sabotages » et participe à tous les parachutages et transports d'armes.

Après un an d'activités clandestines, Paul Blasy est arrêté par la *Gestapo* le 21 août 1943 en compagnie de Maurice Jacob, à Castelculier dans le Lot-et-Garonne.



Paul Blasy

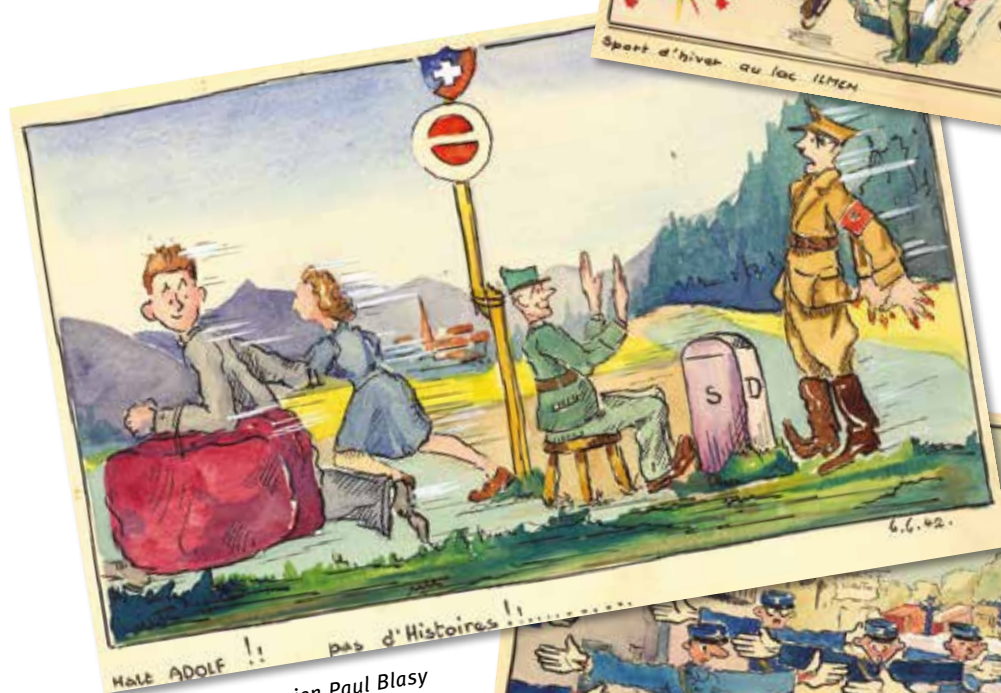
Dans ce dernier lieu, les Allemands découvrent aussi un important dépôt d'armes et de munitions. Interné pendant près de quatre mois à la prison Saint-Michel de Toulouse, il est interrogé à de multiples reprises par des agents de la *Gestapo*. Finalement, déporté le 17 janvier 1944 au camp de concentration de Buchenwald (Allemagne), il est transféré à celui de Mittelbau-Dora (Allemagne) où il est affecté au *Kommando* Becker II en compagnie de Maurice Jacob. Ce dernier meurt d'épuisement le 18 avril 1944 à Bergen-Belsen (Allemagne). Une plaque commémorative se trouve dans les locaux de la Préfecture du Haut-Rhin. Devant l'arrivée des Alliés, Paul Blasy est évacué le 5 avril 1945 vers Ravensbrück (Allemagne). Libéré le 3 mai 1945 par l'armée russe à Parchim (Allemagne), il est rapatrié en France le 1^{er} juin 1945.

Après la guerre, Paul Blasy reprend l'enseignement à l'Ecole de Perfectionnement de Colmar. Il s'engage également dans le travail du comité de l'Union Nationale des Associations de Déportés Internés et Familles de disparus (UNADIF) de Colmar. Il s'occupe particulièrement de la partie artistique du congrès national de Colmar et de l'exposition sur la Déportation. Enfin, il veille, sous l'égide de l'administration des anciens combattants, sur le musée de la Déportation au sein de l'ancien camp de concentration de Struthof-Natzweiler. Il décède en 1983.

Lors de la période agitée de 1942 et de 1943, Paul Blasy s'évertue à caricaturer des événements à la fois privés, régionaux, nationaux et même mondiaux. Dans chaque caricature, les expressions du visage des protagonistes et les situations cocasses révèlent une réelle prise de conscience de cet Alsacien évadé et réfugié à Agen. Ces différents dessins soulignent une grande liberté d'expression dans un contexte très compliqué pour son auteur et permettent ainsi de mettre en relief un véritable acte de Résistance et de Courage. ■

Alain Blasy et Eric Le Normand Chargé d'études pour l'AERIA et pour la Fondation de la Résistance.

Janvier 2015.



Le résistant colmarien Paul Blasy (1913-1983) a ainsi dessiné sa propre évasion d'Alsace, le 6 juin 1942.

Une bêtise de Charlie Hebdo



Il y a 17 ans Charlie Hebdo faisait polémique en Alsace. Sous le titre «*Déficit de communication chez les langues régionales*», un dessin de Riss avait pour fond le village d'Oradour-sur-Glane, théâtre le 10 juin 1944 du massacre de 642 personnes perpétré par la Division Waffen SS Das Reich. 14 Alsaciens sur 150 soldats, (un engagé volontaire et 13 Malgré-nous), furent jugés et condamnés à Bordeaux en 1953, malgré l'absence au tribunal des principaux commanditaires...



Caricature Charlie Hebdo.

LETTRE OUVERTE AU DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : CHARLIE HEBDO

26 JANVIER 2015

Cher Charlie Hebdo,

Tu es mon canard préféré quand tes couvertures me parlent, tu es aussi le papier peint dans mon bureau, bref je vis avec toi ou tu vis chez moi, c'est comme tu veux. Cela étant il faut que je revienne sur ta caricature, concernant les langues régionales en 1998. Tu me comprendras, je suis l'orphelin d'un père alsacien un Malgré Nous. À l'époque comme lecteur j'avais avalé la couleuvre, une de plus générée par l'absence d'enseignement dans les programmes d'histoire de notre Éducation Nationale, celle qui occulte les drames que notre région a subis depuis 1871.

Mais aujourd'hui je peux te dire "Bienvenue au club", la menace mortelle d'une arme était chez vous une vague inconnue, jusqu'à ce fameux 7 janvier 2015 ... Or c'est précisément le sort de nos pères, de nos cousins, de nos frères, que vous avez vécu ces jours-ci. Quand vous aviez décidé en 1998 de vous défouler sur les provinces de France et leurs langues régionales, des sujets tout cuits du cochon pour les Bretons, du taureau pour les Basques, ce n'était pas original mais on a bien ri quand même. Et pour les Alsaciens vous auriez pu choisir une cigogne ? Non ce fut insidieusement Oradour-sur-Glane, en glissant au passage une hérésie dans la légende. (la Das Reich aurait été constituée majoritairement d'Alsaciens). Ce fut pour nous un coup de couteau dans le dos, un de trop.

Aujourd'hui "Bienvenue au club" donc, depuis que les islamistes ont contraint la pauvre Corinne, une arme automatique dans le dos, d'ouvrir la porte de vos locaux moyennant le code qui leur faisait défaut. La dessinatrice a cédé de peur d'être exécutée sur le champ... J'eusse préféré que ce choix diabolique fût tombé sur RISS, il eût pu jouer au héros, lui qui par ignorance avait en 1998 si ignominieusement dépeint nos Alsaciens avec des tronches patibulaires affublées d'un groin. Je n'ai envie ni de juger, ni de condamner les caricatures, juste de vous rappeler quelles furent les conséquences de l'Incorporation de force dans les troupes nazies de 140 000 Alsaciens Mosellans. Une saloperie rendue possible par le gouvernement de Vichy. Jamais assumé, jamais enseigné, l'abandon de notre province aux griffes des nazis qui fit des populations alsaciennes et mosellanes, autant d'otages livrés aux fauves.

Un peu d'histoire vous aidera à comprendre mon courroux, Heinrich Himmler et son ami le gauleiter Robert Wagner, représentant de Hitler en Alsace, avaient conclu un marché pour regarnir la division Das Reich, décimée en 1943 sur le front de l'Est en URSS et en Ukraine. Il fallait convaincre Hitler d'incorporer de force des Alsaciens dans une unité de Waffen SS. Adolf en dépit des objections du Maréchal Keitel s'étant rangé du côté de Himmler, allait obliger la moitié de la classe 1926, soit environ 2500 gamins, à rejoindre sous la contrainte, les régiments Waffen SS. La Division Das Reich mise au repos à Montauban, reçut ainsi des garçons d'à peine dix huit ans, donc mineurs au printemps 1944. Vite instruits au maniement des armes les voilà jetés dans la guerre. Pour certains ce fut Tulle, pour d'autres la remontée vers les plages du Débarquement. Étaient-ils déjà des mercenaires sangui-

naires le 10 juin 1944? Ils n'avaient jamais connu le front et très peu eurent l'occasion de désertir vers le maquis du Limousin rouge. Ils ont déserté massivement en Normandie, grâce à l'aide et au courage du peuple normand.

Pourquoi s'étaient-ils laissés incorporer de force?

Contrairement aux zones occupées de la France, l'Alsace et la Moselle furent purement et simplement ANNEXEES, ce qui veut dire contraintes illégalement aux lois allemandes, (notamment la Sippenhaft qui exerçait sur la famille de terribles représailles). En cas de refus à l'Incorporation de force d'un Alsacien ou d'un Mosellan, de désertion avérée, d'évasion ou de désobéissance aux ordres, les tribunaux d'exception nazis les ont jugés, condamnés et exécutés. Leurs familles furent transférées en Silésie dans les quarante huit heures, voire déportées vers les camps d'internement SS de Schirmeck du Struthof/Natzweiler ou de Ravensbruck. À cette double peine barbare s'ajoutait la spoliation de leurs biens. Fermes, commerces ou maisons furent purement et simplement pillés par les nazis et vite réoccupés par des populations transférées. Le déplacement des peuples étant une arme bien connue des dictateurs: Staline fit crever de faim des millions de gens par cette méthode.

Je vous le demande, quel père ou quel fils pouvait abandonner sa femme, ses enfants, sa maman, sa grand mère sa petite sœur aux griffes des nazis ? Ces Incorporés de force sont partis, abandonnés, révoltés la tête basse, pour nous laisser vivre, pour nous protéger ou nous donner la Vie une deuxième fois, comme ce fut mon cas. Jamais je ne pourrai accepter que l'on puisse les traîner dans la boue.

Je n'avais pas pardonné la caricature de RISS en 1998, mais je vous accorde mon pardon à présent. Maintenant que vous faites partie du club des hébétés, des sans voix, des meurtris à jamais. Je vous serre dans mes bras comme mes frères et sœurs et vous engage à retrouver la force de combattre l'ignorance et la bêtise. ■

Gérard MICHEL

Membre du comité directeur de l'AMAM
Président de l'Association des Orphelins
de Pères Malgré-nous d'Alsace Moselle



L'engagement contre l'occupant nazi en Alsace, l'exemple d'une famille savernoise : les Gerhards



Les frères et sœurs Gerhards, réunis après la mort de leur dernier parent. Debout, de gauche à droite, Henri, Maria, Godefroy et Joseph. Assise à gauche, Marguerite.

Quand, dès l'été 40, l'Alsace se retrouva annexée de fait à l'Allemagne, et dans le même temps prise dans le filet nazi, la population fut très largement prise au dépourvu devant l'ampleur et la rapidité de la catastrophe, et s'installa un climat d'expectative, de prudence et de méfiance (une minorité

acquise aux nazis se dévoilant très vite). Mais la peur ne fut pas pour autant le sentiment dominant : s'exprimèrent bientôt des réactions hostiles spontanées et des actions déterminées furent assez vite menées. Outre les résistances organisées (mouvements politiques, organisations syndicales,...), il y eut nombre d'Alsaciens qui prirent position contre l'occupant et agirent concrètement dès la première heure, puis durant tout le temps de la guerre.

C'est à quelques membres d'une famille savernoise, emblématique de cette attitude et de cet engagement, que ces lignes sont consacrées. La plupart des faits rapportés ici ont

été établis dans ses ouvrages* par Auguste Gerhards, fils d'un des membres de cette fratrie, une autre part découlant directement du témoignage d'un des protagonistes. Ils sont en l'occurrence repris et réordonnés pour souligner que des postures individuelles ou collectives de refus et de résistance au sort que les nazis réservaient à l'Alsace furent possibles, effectives, et, pour partie, efficaces.

Le père, allemand, était venu dans cette petite ville alsacienne en tant que militaire, ce qu'il était resté jusqu'en 1904 ; il devint ensuite assistant du chef de gare. Entre-temps, bien que catholique pratiquant, il avait épousé une Alsacienne protestante en 1899. Au lendemain de la première guerre mondiale il tombe, de par sa nationalité allemande, sous le coup d'un arrêté d'expulsion ; en 1919 il est donc obligé de retourner en Allemagne pour y poursuivre sa vie professionnelle. En 1926, lorsque sonne l'heure de la retraite, il revient s'installer en Alsace.

Le couple a eu treize enfants, dont dix étaient encore en vie en 1940 ; c'est sur quelques uns d'entre eux, qui se sont engagés à des titres et selon des voies diverses, que se portera notre attention : Théo, l'aîné, Marguerite, Maria, Joseph, Henri, et Godefroy, le benjamin, que vingt ans séparent du premier.

Théo : de la Résistance à la guillotine

Né en 1900 à Saverne, Théo Gerhards avait fait ses études dans des écoles catholiques en Belgique et en Suisse.

Envoyé en 1918 à Berlin pour servir dans l'armée du Kaiser, il avait combattu en novembre contre les troupes restées fidèles à l'empereur, puis avec les Spartakistes contre les troupes gouvernementales. Déserteur, il était revenu à Saverne, mais avait dû faire son service militaire à Auxerre, ce qui lui avait permis d'obtenir la nationalité française. Il avait alors rejoint sa famille en Rhénanie, où il avait poursuivi en 22 et 23 des études supérieures de textile. Il avait travaillé ensuite auprès de la Commission interalliée des territoires rhénans jusqu'en octobre 1924. Rentré cette année-là dans sa ville natale, Théo y occupa plusieurs emplois d'ingénieur-représentant en produits mécaniques. Il se maria en 1930, et le couple aura quatre enfants.

Très investi dans la vie associative (histoire locale, Club vosgien, chorale paroissiale, théâtre), il était aussi des-

sinateur et graveur. Sur le plan idéologique et politique, il apparaît comme nationaliste, catholique fervent, politiquement et socialement engagé.

En avril 40, rappelé comme réserviste, il fut envoyé dans une usine d'armement, à nouveau à Auxerre, mais juin 40 entraîna son retour à Saverne.

Dès la fin de l'été 40, il aida, en liaison avec d'autres Alsaciens qui leur assuraient logements, vivres et papiers, les prisonniers de guerre français évadés des camps allemands à rejoindre la zone réservée : une quarantaine de personnes bénéficieront de son soutien jusqu'au printemps 42.

Un deuxième aspect de son activité de résistance réside dans son appartenance dès sa fondation en août 40 au réseau de renseignements Uranus-Kléber qui fournissait des informations aux Services

Spéciaux de la Défense Nationale du colonel Rivet. Il recherchait des renseignements dans le secteur militaro-industriel : il recueillait et transmettait des informations sur les usines Junkers (moteurs d'avions) à Strasbourg, sur l'usine Trippel (véhicules blindés amphibies) à Molsheim, sur le dépôt de munitions de Romanswiller.

Enfin, selon l'acte d'accusation dont il fera l'objet, il était impliqué dans la fabrication de faux papiers, et le montage d'une opération d'évasion d'un général français (il se serait agi en fait de la préparation de la libération de Robert Schuman emprisonné à Neustadt).

Théo Gerhards fut arrêté sur dénonciation le 6 juillet 1942 par la Gestapo à la ferme du Kreuzberg sous les yeux de ses enfants.



Théo avec sa femme et ses enfants au cours de l'hiver 41-42



Photos anthropométriques de Théo prises par la Gestapo.

Incarcéré d'abord rue du Fil à Strasbourg, puis à la prison de Kehl, il subit plus de cent-vingt heures d'interrogatoires musclés. Il ne livra rien, ni personne de son groupe. La gravité de l'affaire des trois Alsaciens de Saverne (peu après Théo Gerhards avaient été arrêtés Marguerite Fuhrmann et Marcel Kopp qui appartenaient à son réseau, et avaient été dénoncés par les mêmes savernois nazis) appelait pour les autorités d'occupation l'application rigoureuse de la loi, et ils furent transférés à Berlin, où Théo fut emprisonné le 28 novembre 42 après avoir transité par les prisons de Karlsruhe, Francfort, Kassel et Halle. Il fut auditionné deux fois par un juge d'instruction en janvier 43, se vit communiquer l'acte d'accusation à la fin de ce même mois et désigner comme défenseur un avocat berlinois ; il subit

encore deux interrogatoires en février et mars.

Le procès des trois savernois se tint le 3 mai devant le 3ème sénat du Tribunal de guerre du Reich. Le bien-fondé des faits reprochés aux accusés ayant été retenu par les juges, la condamnation à mort « au nom du peuple allemand » fut prononcée en fin d'après-midi ; elle sera confirmée par le président du Tribunal de guerre du Reich le 23 mai.

Dans l'attente de la réponse au recours en grâce interjeté par les trois condamnés qui suspendait l'application de la peine, Théo réintégra la prison Alt Moabit à Berlin, qu'il quitta fin octobre pour celle de Halle.

Il y fut guillotiné le 29 octobre 1943.

Sa dépouille fut incinérée et l'urne déposée dans une tombe où elle resta jusqu'à fin octobre 46. Elle sera alors exhumée, avec celles de quatre-vingts compatriotes, et transférée à Berlin, puis au fort Desaix de Mundolsheim.

Le 3 septembre 1948, l'urne arriva à Saverne où elle fut déposée dans la grande salle de l'hôtel de ville ; après l'hommage que lui rendit une foule immense, la cérémonie officielle des

obsèques se déroula en présence des autorités civiles et militaires le dimanche 5 : le cortège rejoignit le cimetière par l'artère principale de la ville sous une haie ininterrompue d'habitants.

Auparavant, le général Leclerc avait remis le 22 novembre 1946 à Maurice, le plus jeune enfant de Théo alors âgé de 7 ans, la médaille de la Résistance avec rosace, et le général de Jussieu-Pontcarral, au printemps 1947 à Strasbourg, la Légion d'honneur et la Croix de guerre avec palmes à sa veuve Claire. Le 23 avril de la même année, il fut ajouté sur son acte de décès la mention « mort pour la France ».

En 1980, le conseil municipal de Saverne présidé par Adrien Zeller attribua à l'unanimité le nom de Théodore Gerhards à une rue de sa ville. Son nom figure également sur le monument commémoratif érigé à Ramatuelle en souvenir des membres des services spéciaux tués durant la Seconde guerre mondiale.

Il avait pardonné avant de mourir à ses dénonciateurs, ce qui leur évita la peine de mort à l'issue de leur procès en 1946. ■

SUITE PAGE 18

Joseph, Marguerite, Maria et Henri

Son frère Joseph, de dix ans son cadet, qui était fonctionnaire, transmet aux Services Spéciaux qui agissaient sous le couvert d'un Office du Retour à la Terre du ministère de l'Agriculture des documents que lui fournissait Théo.

Leur sœur Marguerite, née en 1905, accompagnait des prisonniers évadés, les prenant en charge à la Maison des Missions et les menant par le train à Stembach pour les remettre à la famille Heitz qui les mettait en contact avec le passeur Crist.

Maria, d'un an plus jeune, participa dès 40 à l'approvisionnement en vêtements des prisonniers français détenus à Saverne. Après l'arrestation de son frère Théo, elle protesta auprès des autorités allemandes contre les conditions de détention de celui-ci par des lettres dont le ton lui valut d'être inter-
née au camp de Schirmeck. À la veille de

son transfert annoncé à Ravensbrück, elle fut convoquée par le commandant du camp qui « hurla contre [elle] », et lui ordonna de rassembler ses effets et de quitter immédiatement les lieux. Trente ans plus tard, elle n'avait toujours pas trouvé d'explications à cette surprenante libération... Elle sera titulaire de la médaille militaire, et élue au deuxième rang aux municipales de septembre 45.

Henri, né en 1907, fut mobilisé d'août 39 à fin juin 40, moment où il rejoignit son foyer à Altkirch. Il y reprit son métier d'organiste de l'église Notre-Dame et de professeur de piano, mais se vit interdire fin 41 par la chambre de musique du Reich le droit de donner des cours particuliers « *tant que son orientation politique reste[rait] ce qu'elle est* ». Le 15 octobre 43, il fut incorporé dans la Wehrmacht et envoyé en Pologne. Sa qualité de musicien lui

épargna le front : il anima de ses récitals un mess d'officiers. En février 44, lors d'une permission, il se fit faire une injection et remettre des médicaments afin de simuler les symptômes d'une jaunisse. Il obtint une nouvelle permission au printemps 44, mais avec obligation cette fois de séjourner à la caserne d'Altkirch. Il s'en évada fin août avec deux compagnons et se réfugia dans une ferme à Bettendorf. Il fut déclaré déserteur, condamné à mort par contumace, et sa famille fut placée sous la surveillance étroite de la Gestapo. Il rentra à Altkirch le 22 novembre 44, peu après l'arrivée de la 1^{ère} Armée, où il retrouva quelques jours plus tard son plus jeune frère Godefroy parvenu là avec la Brigade Alsace-Lorraine qui était fortement impliquée dans les combats de la libération du sud de l'Alsace.

Godefroy : de l'Université de Clermont à la B.A.L

C'est peut-être le parcours de Godefroy qui permet de saisir plus précisément ce qu'ont pu être les motivations et les formes d'un tel engagement, en raison du témoignage plus étoffé qu'il a laissé. Il prit position, avec d'autres jeunes gens d'une vingtaine d'années, dès juin 40 : « Il convenait de sauver notre acquis patriotique, spirituel et culturel ». L'aide aux prisonniers français, le maintien du mouvement scout, la constitution de cercles de réflexion chrétienne pour combattre l'idéologie nazie, le refus de poursuivre ses études dans des universités allemandes constituent les aspects d'une première réaction. Puis, face à une implantation de l'ennemi qui apparaissait durable au constat de l'extension de ses conquêtes, il fit en sorte de se soustraire à l'embrigadement dans les organisations du NSDAP, et, au terme d'une première année d'annexion, gagna, avec un petit groupe de camarades et grâce à divers concours, au prix d'un petit séjour dans les prisons suisses, la zone sud. Il reprit ses études à l'Université de Strasbourg repliée à Clermont-Ferrand, dans la confiance largement partagée sur l'issue de la guerre, et la détermination entretenue par des réunions régulières entre professeurs et étudiants. Sur le plan organisationnel, une ébauche de réseau entre Alsaciens (évacués, expulsés, évadés) dispersés dans différentes régions d'accueil fut rendue possible par la tenue d'un pèlerinage au Puy en août 42, pendant lequel, avec d'autres évadés d'Alsace, il apporta des informations inquiétantes sur la nazification qui y était en cours ; c'est là aussi qu'il rencontra Bernard Metz.

Après un temps d'arrêt consécutif à l'occupation de la zone sud en novembre 42, le travail reprit en vue du combat : son séjour dans une école de formation des cadres de la jeunesse dans la Drôme compléta son éducation politique, puis, celle-ci ayant été fermée, il gagna Lyon pour échapper au STO auquel il fut appelé sous son faux nom. Il y fut engagé par Bernard Metz dans le GMA-Sud, servit d'agent de liaison pour les Alsaciens de Savoie, puis fut envoyé au Mont-Dore pour préparer le maquis qui devait accueillir les étudiants strasbourgeois de Clermont : on sait comment la répression aveugle et féroce qui s'exerça en 43 contre les membres de l'université empêcha ce projet de se réaliser.

Malgré ces tristes nouvelles, et celles, non moins inquiétantes, d'ordre familial (l'exécution de son frère Théo, l'incorporation dans la Wehrmacht d'un autre, des



Godefroy en uniforme de la Brigade.

sœurs en camp ou en prison), l'activité se poursuivit : propagande, avec le transport et la diffusion des *Cahiers du témoignage chrétien* (la revue était engagée dans la défense de l'Alsace et de la Lorraine françaises et contre l'antisémitisme), préparation en Auvergne de terrains en vue du parachutage d'armes, récupération des armes larguées...

Pendant la période qui suivit le débarquement de Normandie, il fut arrêté, mais libéré dans la journée, après avoir réussi à convaincre (en allemand bien sûr) ses geôliers de sa parfaite innocence — épisode dont l'issue restera pour lui heureuse et malheureuse à la fois, un autre jeune arrêté en même temps ayant été fusillé.

Enfin, dernière, dangereuse et décisive péripétie de ce parcours, il rejoignit en septembre 44 les maquisards alsaciens et leurs amis périgourdins au sein du bataillon Strasbourg de la Brigade Alsace-Lorraine sous le commandement d'Ance! pour remonter sur l'Alsace avec la 1^{ère} Armée de de Lattre. Beaucoup de ses camarades laissèrent leur vie ou leur santé dans les combats qui jalonnèrent ce mouvement vers Strasbourg libéré en décembre, puis pour la défense de la ville au cours de l'hiver après le retrait de la 2^{ème} DB et des troupes américaines lors de la contre-offensive allemande.

« Avec beaucoup d'autres obscurs sans-grade, qui avaient refusé d'être asservis », il avait agi pour que « l'Alsace retrouve son identité après quatre ans d'occupation allemande et nazie », conscient que si l'utilité militaire de la B.A.L avait été parfois réelle, sinon décisive, elle revêtait surtout une importance symbolique et que s'affirmait par son existence et son action un engagement moral et politique qui était alors, et demeure, d'un grand intérêt pour l'Alsace.

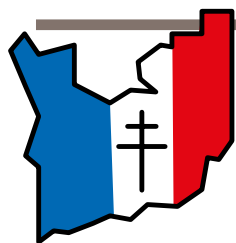
Une conclusion

Au cours de la tragédie et du drame que représenta l'annexion de l'Alsace par l'Allemagne nazie, les Alsaciens furent opprimés à des degrés divers. Si, en raison de l'âge, des situations et des contraintes, des pressions et des menaces, et de la répression, nombreux furent ceux qui connurent le terrible destin des Malgrénous, d'autres — ceux qui sont évoqués plus haut en sont quelques exemples — en dépit souvent de ces mêmes facteurs, choisirent de devenir, selon la forte expression de Bernard Metz, des Malgré-Tout. Et si la mémoire des premiers est justement conservée et défendue, il en va de l'honneur des Alsaciens de se souvenir, de manière égale, à la mesure de leur mérite, des hommes et des femmes qui surent, avec des motivations variées (antifascistes, patriotes, démocrates, républicains, humanistes, chrétiens, communistes, syndicalistes, royalistes, nationalistes...), individuellement ou collectivement, résister au nom de principes et de valeurs et s'engager pour la liberté de tous en d'incertains et périlleux combats, souvent payés de souffrances et parfois de leur vie, et qui ainsi apportèrent leur contribution courageuse, désintéressée, et inestimable, et à la victoire sur le nazisme et à la libération de l'Alsace et de la France. ■

Arnaud Gerhards
Membre du COMEBAL

*Gerhards, Auguste, *Théo Gerhards, 1900-1943, Un Alsacien en résistance*, Oberlin, 2003.

Gerhards, Auguste, *Morts pour avoir dit non : 14 Alsaciens et Lorrains face à la justice militaire nazie*, La Nuée Bleue, 2007.



LA SNIFAM TOUJOURS AUSSI EFFICACE :

Enfin, des Malgré-nous présents lors des cérémonies commémoratives du débarquement.



L'année 2014 est à marquer d'une pierre blanche pour cet événement. Oui, pour la première fois, des Malgré-nous étaient présents dans la tribune officielle lors des cérémonies internationales marquant les festivités du 70^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie, à Ouistreham le 6 juin 2014, en présence de plus de vingt chefs d'État.

« Jusque là, c'était mission impossible : mais comment y suis-je arrivé ? » (propos tenu par le lieutenant-colonel Serge Vuillemeys, officier retraité de la Gendarmerie Nationale).

Mes racines paternelles sont toutes proches de l'Alsace (région de Belfort) et j'y suis resté très attaché.

Mon père a quitté l'Est en 1933 pour venir travailler dans les mines de fer de Normandie, accompagnant Jean Vogel, ingénieur des Mines du Bassin potassique et quelques autres mineurs. Il faisait très souvent référence à son pays, à son puits. Les vacances en famille avaient toujours la même destination, à mon grand bonheur.

Tant et si bien que la tragique histoire des Malgré-nous et malgré-elles m'a été transmise tout gamin. Mais quel étonnement de ma part que d'en entendre parler sommairement hors des milieux avertis, généralement sous un aspect négatif !

Étonnement qui atteint son sommet en 2004. Ma fonction (Réserve opérationnelle, planification / logistique) me permettait d'assister à des réunions décisionnaires sur le déroulement futur des cérémonies du 60^{ème} anniversaire du débarquement en Normandie. Alors que nous planchions sur la venue du chancelier Schröder, j'ai osé demander lors du tour de table (questions à poser) : *« cette occasion va-t-elle permettre la présence officielle de Malgré-nous ? »*. La réponse fut un non catégorique et sans appel.

Vexé, je fis part de mon amertume à mon plus proche voisin et ami. Il me répondit alors : *« Serge, si je suis encore là en fonction lors du 70^{ème} anniversaire, je te promets qu'ils seront bien présents avec toi, tes Malgré-nous. N'oublie pas de m'en parler le temps venu ! »*

Et ce temps est arrivé. Sans faire ni bruit ni publicité, je savais dès fin avril 2014 que dix places maximum m'étaient réservées, vétérans et accompagnateurs compris. Je me devais d'être discret pour ne froisser personne ou me faire « court-circuiter » par des opportunistes et me retrouver en situation d'échec.

À cette période, Jean Bézard, en voyage en Alsace, m'a apporté une aide précieuse. Les réseaux (presse, associations, bouche-à-oreille,...) sont intervenus avec efficacité. Et miracle, les précieux laissez-passer sont arrivés du Ministère de la Défense la veille de l'événement, via le service courrier Gendarmerie ; la discrétion et l'efficacité étaient garanties grâce au relationnel. Que tous mes correspondants de l'ombre soient chaleureusement remerciés pour leur dévouement et les services rendus.

Je ne reviens pas sur les articles de presse du moment. Mes images fortes qui se passent de tout commentaire sont l'émotion, le regard dans les souvenirs lointains, les larmes et yeux embués, les sourires de mes Malgré-nous... Ils restent bien ancrés en moi. Que j'étais heureux pour eux ! Ils étaient fiers d'être là, d'être enfin reconnus à part entière.

Et demain ?

Eh bien, demain ce sera le 6 juin 2015 où mon idée est de réunir à Ouistreham des Malgré-nous (Alsaciens-Mosellans), Léon Gautier (un des derniers vétérans du Commando Kieffer), Johannes Bröhmer (ex-parachutiste allemand), pour l'échange de poignées de main, accolades, gestes d'amitié... pour immortaliser l'événement, la paix entre nos deux pays, la tranquillité des provinces frontalières.

Ne peut-on penser que le Malgré-nous est bien le lien naturel entre le Français et l'Allemand ? Le projet a retenu toute l'attention de Monsieur le Maire d'Ouistreham. J'ai immédiatement été mis en relation avec Madame la Maire-adjointe, en charge de ce type de manifestations patriotiques. Le travail ne va pas manquer.

Jean Bézard reste le correspondant privilégié en sa qualité de secrétaire de la S.N.I.F.A.M. Vous connaissez ses coordonnées ; nous sommes preneurs d'idées... !

J'organise personnellement, à la demande du comité du Souvenir Français de Condé-sur-Noireau (Calvados) un voyage en Alsace les 12, 13 et 14 mai prochains pour visiter l'Hartmannswillerkopf, Schirmeck, le Struthof, Turckheim (poche de Colmar).

Le 12 mai 2015 après-midi, Monsieur le Maire d'Eguisheim met à notre disposition une salle de réunion pour que nous



Les quatre Malgré-nous invités en juin 2014 lors de la commémoration du débarquement.

rencontrions des anciens Malgré-nous, malgré-elles et historiens locaux ; nous sommes soixante-dix touristes normands dont trente lycéens. Un bon travail de mémoire « en amitié » nous attend.

J'espère pouvoir vous y rencontrer très nombreux et pouvoir former des petits groupes où chaque anecdote, souvenir seront mémorisés et retransmis pour qu'enfin votre drame de 1940-1945 soit mieux connu et ne soit plus ignoré. Pour ceux qui ne seraient pas en mesure de se déplacer à Eguisheim, nous serons hébergés au Chalet-Hôtel du Grand Ballon. Il est également possible de venir nous rejoindre à Ouistreham le 6 juin 2015.

En tout état de cause, voici mes coordonnées téléphoniques : 02 31 79 65 95, en sus de celles de Jean Bézard que vous connaissez bien. ■

Serge Vuillemeys

Les morceaux choisis de Marie Goerg-Lieby

Ma surprise consternée à propos de l'exposition sur la collaboration aux Archives Nationales.



En janvier dernier, Marie Goerg-Lieby a visité l'exposition « La Collaboration de 1940-1945 » présentée aux Archives Nationales à Paris.

Elle fut étonnée de ne voir aucune mention de la situation des trois départements annexés de fait vis-à-vis de laquelle la France de Vichy n'a élevé aucune protestation officielle. Considérant que « qui ne dit mot consent », il semble que le silence de Pétain et de Laval sur les conséquences de l'annexion de fait (notamment l'incorporation de force) est bien une certaine forme de collaboration. Indignée, Marie Goerg-Lieby a adressé une lettre aux commissaires scientifiques de cette exposition. Nous la reproduisons ci-après.

À MM Fontaine et Peschanski

Je m'adresse à vous en tant que commissaires scientifiques de l'exposition La Collaboration 1940-1945 que j'ai vue lors d'un déplacement à Paris. Je suis en effet très intéressée par le sujet, à triple titre. 1°) En tant qu'Alsacienne fille d'Yvonne, incorporée de force dans le RAD-KHD à 19 ans de 1942 à 1943, obligée par l'Allemagne de travailler dans un camp avec une quarantaine de jeunes Allemandes, des Luxembourgeoises et trois autres Alsaciennes elles aussi privées de liberté. 2°) En tant que journaliste, carte de presse n° 33063 et 3°) en tant que présidente de l'AERIA, Association pour des Études sur la Résistance Intérieure des Alsaciens, structure adossée à l'AERI et à la Fondation de la Résistance.

Après ma visite de l'exposition le 28 janvier dernier, j'ai laissé un témoignage écrit de ma surprise consternée dans le Livre d'or. Mais je reviens sur celui-ci, que vous n'avez peut-être pas lu, afin d'avoir éventuellement quelques réponses à des questions. En effet, j'ai vu deux cartes géographiques mentionnant la présence (dans la Grande Allemagne) des camps de Schirmeck (camp d'internement dit de sécurité et de rééducation) et de Natzweiler-Struthof (camp de concentration). À part ceci, RIEN dans votre exposition (pourtant présentée comme la première sur le sujet) concernant l'annexion de fait des trois départements (Bas-Rhin, Haut-Rhin et Moselle) vis-à-vis de laquelle Vichy n'a émis aucune protestation officielle.

Or les conséquences sur les populations FRANÇAISES de ces trois départements furent tragiques à partir de l'installation d'un cordon douanier le 5/7/40 par l'Allemagne nazie sur la frontière de 1914 suivie de la nomination de deux Gauleiter (super-préfets aux ordres directs de Hitler) en Moselle et en Alsace. Élimination de la langue française dans l'administration comme dans la vie publique, germanisation des noms et prénoms (René Moulin devient Rüdiger Mühle etc.), germanisation des noms de communes (Ribeauvillé devient Rappoltweiler etc.) et

des noms de rues, registres de l'État civil tenus en allemand, le franc français qui cesse d'avoir cours en mars 41, expulsion des juifs (vers la France occupée) et des citoyens jugés francophiles, réseau ferroviaire français transféré dans le réseau allemand, etc. Jusqu'au fatidique 25 août 1942 où le décret sur l'incorporation de force des Alsaciens et des Mosellans précipite 140 000 Français, jeunes gens ou pères de famille, dans la gueule du Führer...

À l'annexion déguisée (c'est à dire sans texte de loi contrairement à l'annexion légale de ces territoires en 1871, après la défaite de la France et le traité de Francfort) a répondu le silence assourdissant de Vichy. Le bilan de la répression par la Gestapo est particulièrement lourd, avec près de 15 000 Alsaciens ayant été à un moment ou un autre incarcérés par les autorités allemandes, 1,5% de la population, soit sept fois plus proportionnellement que dans le reste de la France. Le maréchal Pétain et Pierre Laval ont tacitement donné leur accord pour livrer 140 000 soldats supplémentaires aux armées du III^{ème} Reich, un traumatisme pour ces individus et leurs familles soumises à la « Sippenhaft » (loi du clan menaçant de représailles tout proche d'un individu qui se soustrairait à l'ordre nazi), avec des pertes énormes, 40 000 morts et disparus. Savez-vous que des brigades spéciales étaient chargées, en France occupée, de rechercher les Alsaciens-Mosellans réfractaires à l'incorporation de force ? Que les préfets de Vichy rédigeaient des notes intimant aux familles alsaciennes et mosellanes de rentrer dans leurs provinces, faute de quoi leur pécule de réfugiés serait supprimé ?

Pétain et Laval ne dirent rien non plus vis-à-vis des départs forcés de 15 000 jeunes filles alsaciennes et mosellanes obligées de travailler en ville et à la campagne (pour remplacer les Allemands partis au front) et dont un certain nombre périt en Allemagne sous les bombardements. Si ce n'est pas de la collaboration active de Vichy, ça !

Pour vous, apparemment, non...

C'est un non-événement national.

J'ai lu attentivement le livret de visite de votre exposition. Ce qui me confirme que le sort des populations de ces trois départements vendus par la France collaborationniste n'a mérité ni une photo ni même une ligne dans votre exposition.

Je le déplore vivement.

Salutations, ■

Marie Goerg-Lieby, membre du comité directeur de l'AMAM

Directeur de la publication : Marcel Spisser

Coordination : Jean-Paul Gully, Claude Morant

Rédaction : Alain Blasy, Yves Chanter, Arnaud Gerhards, Monique Klipfel, Marie Goerg-Lieby, Eric Le Normand, Bruno Lereux, Gérard Michel, Marcel Spisser, Serge Vuillemeys, André Zweyacker

Réalisation : CANDID2

Impression : Ireg / Photos : D.R. / Dépôt légal : mars 2015

© Tous droits de reproduction réservés.

AMAM

Président Marcel SPISSER

Secrétaire Jean-Paul GULLY

Trésorier Claude MORANT

Tél. 03 88 29 98 15 / j-p.gully@orange.fr

L'AMAM est soutenue par :



Pour les communes, voir l'encart.

Appel à adhésion

L'Association des Amis du Mémorial d'Alsace Moselle (AMAM) a besoin du plus grand nombre, élus, anciens combattants ou témoins, artistes, universitaires, enseignants, acteurs économiques, simples citoyens, pour donner au Mémorial son assise populaire, pour le promouvoir et en faire un lieu de Mémoire régionale, d'histoire générale, de sens et de pédagogie.

Adhère à l'AMAM en renvoyant le bulletin ci-dessous à :

Jean-Paul Gully / 4 rue Virgile / 67200 Strasbourg / j-p.gully@orange.fr

NOM..... PRÉNOM.....

ASSOCIATION ou COMMUNE

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

TÉL..... EMAIL.....

Adhère à l'AMAM et vous envoie la cotisation de €

à le signature

Cotisations : 25€ pour les personnes physiques
20€ pour les établissements scolaires
30€ pour les associations de moins de 200 membres et les communes de moins de 600 habitants
60€ pour les associations de plus de 200 membres et les communes de 601 à 1000 habitants
100€ pour les communes de 1001 à 5000 habitants
200€ pour les communes de 5001 à 10000 habitants
300€ pour les communes de plus de 10000 habitants